



Collectif des Avocats pour la Défense  
des Victimes de Crimes de Droit  
International Commis au Burundi  
(CAVIB)



COALITION  
BURUNDAISE  
DES DÉFENSEURS  
DES DROITS DE  
L'HOMME  
CBDDH



## Déclaration orale de la FIACAT co-sponsorisée par CCPR Centre, Eurac et OMCT

### Point 4 - Dialogue interactif avec la Commission d'enquête sur le Burundi

*48<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme – 23 septembre 2021*

Merci Madame la Présidente,

Les organisations signataires<sup>1</sup> se réjouissent de la récente libération de Germain Rukuki et Nestor Nibitanga longtemps maintenus arbitrairement en détention à cause de leur travail en faveur des droits humains.

Elles dénoncent cependant la persistance de graves violations des droits humains malgré les espoirs de changement nourris avec l'alternance politique. Depuis l'accession au pouvoir du Président Evariste Ndayishimiye, les organisations de défense des droits humains ont répertorié 695 assassinats dont 15 exécutions extrajudiciaires, 67 personnes enlevées, 103 torturées, 1 079 arrêtées ainsi que 123 victimes de violences basées sur le genre.

Elles condamnent fermement l'absence de justice pour les victimes et l'impunité des auteurs présumés identifiés parmi certains agents des forces de l'ordre, du Service national de renseignement et des Imbonerakure, au contraire encouragés par des officiels au pouvoir.

La justice burundaise est dysfonctionnelle et manipulée ; en démontre la persécution des opposants politiques et des défenseurs des droits humains à travers des procès politiques organisés in absentia dont celui porté à la connaissance des intéressés par les réseaux sociaux le 2 février 2021 et dont tous les recours leur ont été barrés.

Les organisations signataires demandent la libération de tous les prisonniers d'opinion, la fin de leur persécution notamment envers l'ancien député Fabien Banciryanino et l'enquête et la poursuite des violations des droits humains au lieu de nier leur existence.

Elles appellent également au renouvellement du mandat de la Commission d'enquête afin d'assurer la documentation et le suivi approfondi de la situation des droits humains au Burundi.

**Je vous remercie.**

<sup>1</sup>ACAT-BURUNDI, AJBE, APRODH, CAVIB, CB-CPI, COALITION BURUNDAISE DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME, COSOME, FOCODE, FORSC, LIGUE ITEKA, RCP, SOS-TORTURE/BURUNDI et UBJ soutenues par le CCPR-CENTRE, EURAC, la FIACAT et l'OMCT.